

Agence de Toulouse

LE ZODIAQUE

1 Passage de l'Europe - ZAC du Canal

31400 TOULOUSE

Tel 05 61 73 25 56

toulouse@alpes-contrôles.fr

CTC R200/Version 1.7.2

Mission(s)

ATHAND, HAND, L (*), LE, SEI (*)

Nos références

310C251D¹ (310-C-2025-002F)

Date

07/04/2025

TOULOUSE - INSA REMPLACEMENT ESCALIER B08

RAPPORT INITIAL DE CONTRÔLE TECHNIQUE N°1 Dossier DCE



Envoi	INSTITUT NATIONAL DES SCIENCES APPLIQUEES DE TOULOUSE - PEDRINI Hervé	Maître d'ouvrage	pedrini@insa-toulouse.fr
Copie	L'Atelier 39 Architectes - DALMAYRAC Céline TPF INGENIERIE - ROUSSEL Naomi	Architecte BET Structure	cd.latelier39@orange.fr n.rousseau@tpfi.fr

Auteur(s): Le chargé d'affaire, Stéphan ASSIÉ - Le vérificateur des installations électriques, Nicolas DURAND

Le chargé d'affaire,
Stéphan ASSIÉ

SOMMAIRE

I - OBJET DU RAPPORT.....	3
II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES.....	3
III - AUTEURS DU RAPPORT.....	3
IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX.....	3
IV.1 - Désignation des intervenants.....	3
IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération.....	4
IV.3 - Montant prévisionnel des travaux.....	4
IV.4 - Calendrier des travaux.....	4
V - DOCUMENTS EXAMINES.....	5
VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT.....	6
VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES.....	8
VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS.....	9
VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*).....	10
VIII.2 - Solidité des existants.....	13
VIII.3 - Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant.....	15
VIII.4 - Classement et référentiel.....	21
VIII.5 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 1er groupe (*).....	23
VIII.6 - Sécurité des personnes dans les constructions- type N (*).....	29
VIII.7 - Sécurité des personnes dans les constructions - type R (*).....	30
VIII.8 - Sécurité des personnes dans les constructions - type S (*).....	31
VIII.9 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*).....	32

I - OBJET DU RAPPORT

Le présent document regroupe les avis que Bureau Alpes Contrôles formule à l'issue de la phase conception.

Il constitue le rapport mentionné au § 4.2.2 de la norme NF P 03-100 et au CCTG objet du décret n°99.443 du 28 mai 1999.

II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les avis sont donnés dans le cadre des missions de contrôle technique confiées à Bureau Alpes Contrôles par le Maître d'Ouvrage dans la convention de contrôle technique n°310-C-2025-002F et qui sont détaillées ci après :

- ATHAND - Mission "attestation relative au respect des règles d'accessibilité aux personnes handicapées"
- HAND - Mission relative à l'accessibilité des constructions aux personnes handicapées
- L - Mission relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables (*)
- LE - Mission relative à la solidité des existants
- SEI - Mission relative à la sécurité des personnes dans les constructions applicables aux ERP et IGH (*)

Le Contrôleur Technique donne ses avis au Maître de l'Ouvrage dans le cadre des missions qui lui ont été confiées.

Le Maître de l'Ouvrage reçoit les avis du Contrôleur Technique, décide de la suite qu'il entend leur donner, communique en conséquence ses instructions aux constructeurs et fait connaître au Contrôleur Technique la suite qui a été donnée aux avis que celui-ci lui a adressés. Le Contrôleur Technique ne peut donner d'instructions aux Constructeurs.

Le Contrôleur Technique ne peut, en aucun cas, se substituer aux différents Constructeurs qui procèdent, chacun pour ce qui le concerne, à l'élaboration des documents techniques, des calculs justificatifs, à la direction, l'exécution, la surveillance et la réception des travaux. En conséquence, le Contrôleur Technique ne peut prendre, ou faire prendre, les mesures nécessaires pour donner à ses avis les suites prévues par le Maître de l'Ouvrage.

III - AUTEURS DU RAPPORT

Le chargé d'affaire, Stéphan ASSIÉ
Le vérificateur des installations électriques, Nicolas DURAND

IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX

IV.1 - Désignation des intervenants

Maître d'ouvrage
INSTITUT NATIONAL DES SCIENCES APPLIQUEES DE TOULOUSE
135 avenue de Ranguel
31400 TOULOUSE

Architecte
L'Atelier 39 Architectes
39bis Avenue des Mimosas
31130 BALMA

BET Structure
TPF INGENIERIE
Parc Club des Sept Deniers
78 chemin des Sept Deniers - Bâtiment 3
31204 TOULOUSE CEDEX 2

IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération

Remplacement de l'escalier B08 desservant les niveaux restauration et bibliothèque - INSA Toulouse.

Les travaux comprennent :

- la dépose et la démolition de la passerelle existante et des escaliers existants,
- les fondations pour recevoir la nouvelle structure (charpente métallique avec poutres, pannes et poteaux),
- un solivage en bois massif support de lames de terrasse en bois,
- la pose de caillebotis,
- la réalisation de deux escaliers métalliques (compris marquage PMR),
- la pose de garde-corps en périphérie des passerelles et des escaliers créés.

Adresse de l'opération :

31000 TOULOUSE

IV.3 - Montant prévisionnel des travaux

Indéterminé

IV.4 - Calendrier des travaux

Début des travaux : 0000-00-00

Durée prévisionnelle des travaux : 2 mois

La mission du contrôleur technique définie en NFP03100 vise l'ouvrage achevé. Il appartient aux responsables du planning de veiller à programmer les travaux en cohérence avec les indications présentes en norme, DTU, Avis technique... En particulier, le planning devra permettre l'obtention des résistances suffisantes des matériaux à base de liants hydrauliques, ainsi que des taux d'humidités adéquates à la poursuite des travaux. De plus, nous rappelons que chaque entreprise est responsable de la réception des supports avant son intervention.

V - DOCUMENTS EXAMINES

- Etude de sol - Date : 07/03/2025 - Réception : 03/04/2025

Mission G2 PRO de SEMOFI (réf. C25-20785)

- Plans architectes - Date : 03/04/2025 - Réception : 03/04/2025

Dossier PRO DCE - INSA de Toulouse / Réfection de l'escalier de la bibliothèque universitaire

- Descriptifs - Date : 03/04/2025 - Réception : 03/04/2025

CCTP Démolition - Fondations - Charpente Métallique - Serrurerie - Charpente Bois / INSA B08 Escalier

VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT

Les observations qui suivent, émises en phase conception, devront être suivies d'effets.

Maître d'ouvrage - INSTITUT NATIONAL DES SCIENCES APPLIQUEES DE TOULOUSE

- * Nous transmettre le PV d'étude de la commission de sécurité sur la présente opération.
- * La nouvelle norme NF P 01-012 relative aux garde-corps s'appliquera aux opérations dont le PC est déposé après le 1er juin 2025.
Pour les opérations de PC antérieurs, l'ancienne version peut être appliquée : à valider par le Maître d'Ouvrage.

Architecte - L'Atelier 39 Architectes

- Les mains courantes des deux escaliers créés devront comporter un prolongement horizontal (d'une longueur d'un giron) démarrant au droit du nez de la première et dernière marche de chaque volée : non dessiné tel que sur les plans DCE.
- * La largeur de passage entre deux poteaux métalliques support du palier haut RdC est inférieure à 2UP (1,16 m mentionné sur les plans DCE) : non conforme pour l'évacuation des personnes.
- * La largeur de passage (4UP) de l'escalier d'accès au niveau d'évacuation est inférieure à la somme des largeurs de passage des trois issues de secours qui débouchent dans cet escalier (1 escalier de 2 UP venant du R+1 et 2 portes de 2UP chacune au RdC) : à justifier.
- * Étant donné sa largeur supérieure à 4UP (2,40 m), l'escalier d'accès au niveau d'évacuation devra être recoupé dans sa largeur par une main courante intermédiaire le séparant en nombres entiers d'unités de passage.
- * Nous alertons le Maître d'Ouvrage sur l'effet d'échelle que présentent les garde-corps tels que dessinés sur les plans PRO-DCE (à valider en exécution avec l'entreprise titulaire du lot).

Lot 01 - Electricité

- Les niveaux d'éclairement des deux escaliers et des cheminements extérieurs créés devront être conformes pour l'accessibilité PMR (20 lux moyens à respecter) : non précisé au CCTP.
- * Installation électrique: en l'absence de CCTP et de plans d'implantations nos avis sont reportés à la phase d'exécution.
- * Un éclairage "normal" de l'escalier devra être assuré et les luminaires fixes devront être conformes aux normes de la série NF EN 60598 les concernant.

Lot 02 - Démolition-Fondations-Charpente Métallique-Serrurerie-Charpente bois

- * Si le dallage n'est pas réalisé conformément au DTU 13.3 (aucune précision à ce sujet au CCTP §II.6.1), celui-ci pourra présenter des désordres à long terme (fissures, piannotages) : à valider par le Maître d'Ouvrage.
- * La vérification des appuis existants présentant un chargement supplémentaire dans l'étude G2PRO tient compte de la présence de deux poteaux fondés à l'extrémité de la terrasse du restaurant : cette zone est représentée en console sur les plans PRO DCE.
Les charges appliquées aux appuis concernés devront être vérifiées.
- * Préciser clairement au CCTP §II.3.2 que les fondations existantes pouvant être réutilisées seront celles présentant une diminution de charge effective suite à la modification des structures métalliques.
- * Le contreventement vertical longitudinal de l'ensemble de la structure métallique devra être justifié (aucun dispositif ne semble prévu à cet effet sur les plans PRO DCE du BET Structures).
- * Si les pieds de poteaux métalliques se retrouvent sous le dallage, une protection contre la corrosion de ces éléments, de leurs ancrages et de leurs chevilles de fixation devra être prévue et adaptée (inox ou galvanisation à chaud par exemple : non décrit au CCTP §II.4.2.3 pour les ancrages et les chevilles).
- * Préciser au CCTP §II.4.9 que les fixations des garde-corps devront être en acier inoxydable.
- Préciser au CCTP §II.4.5 les dimensions des trous du caillebotis prévu en partie courante et sur les marches d'escalier (à prévoir inférieures à 2 cm).
- Préciser au CCTP §II.5.2 l'espacement entre les lames bois de la terrasse du restaurant d'affaires (à prévoir inférieur à 2 cm).
- Les poteaux métalliques support du palier haut RdC devront être conformes pour leur détection par des personnes à mobilité réduite (cf annexe 5 de l'Arrêté du 8 décembre 2014).

Lot 02 - Démolition-Fondations-Charpente Métallique-Serrurerie-Charpente bois

- Le vide accessible sous la volée de l'escalier provenant du niveau R+1 devra être repéré visuellement et comporter un rappel tactile au sol : non décrit au CCTP.
- La hauteur et le giron des marches des escaliers créés devront être conformes pour l'accessibilité PMR : aucune dimension n'est donnée sur les plans DCE.
- Les mains courantes des deux escaliers créés devront comporter un prolongement horizontal (d'une longueur d'un giron) démarrant au droit du nez de la première et dernière marche de chaque volée : non dessiné tel que sur les plans DCE.
- Les nez de marche des deux escaliers créés devront être non-glissants : à préciser au CCTP §II.4.6.
- Préciser au CCTP §II.4.10 la hauteur du dispositif d'ouverture du portillon sur la terrasse extérieure du restaurant d'affaires.
- * Préciser au CCTP §II.4.10 et sur les plans DCE la largeur de passage du portillon de la terrasse du restaurant d'affaires (à prévoir de 2UP minimum).
- * Les marches successives des escaliers créés devront se recouvrir de 5 cm : à prévoir.
- * Étant donné sa largeur supérieure à 4UP (2,40 m), l'escalier d'accès au niveau d'évacuation devra être recoupé dans sa largeur par une main courante intermédiaire le séparant en nombres entiers d'unités de passage.
- * La résistance mécanique des montants verticaux des garde-corps devra être vérifiée en exécution avec les plans de l'entreprise titulaire du lot (la section 50x10 mm prévue sur les plans DCE nous semble faible pour le type d'établissement concerné).

VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les documents listés ci-après ainsi que tous ceux décrivant les ouvrages et équipements à construire émis par les divers intervenants de l'opération devront nous être transmis pour nous permettre de délivrer les avis sur les ouvrages concernés. De plus, en application de l'article R125-19 du Code de la construction et de l'habitation, les documents formalisant les vérifications techniques et auto-contrôle de leurs ouvrages par les constructeurs devront aussi nous être transmis.

RENSEIGNEMENTS GENERAUX

- Arrêté de permis de construire

FONDATIONS

- Fondations superficielles ou semi-profondes - plans d'étude béton armé

CHARPENTE - COUVERTURE - ZINGUERIE

- Charpente - plan d'exécution - note de calcul - cahier de ferrures - procès verbal de traitement des bois

GARDE CORPS

- Plan d'exécution
- Justification résistance aux chocs
- Certificat de galvanisation
- Fiche technique des chevilles

SECURITE INCENDIE

Généralités

- Documents administratifs : notice de sécurité
- Documents administratifs : déclaration d'effectifs
- Commission de sécurité : avis de la Commission sur dossier
- Attestations d'auto-contrôle (GE8)

Eclairage

- Eclairage de sécurité : certificat de conformité NF/CE des BAES
- Eclairage : fiches techniques EN 60598 des luminaires

VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS

Les rapports spécifiques aux missions confiées à BUREAU ALPES CONTROLES sont donnés ci-après, à savoir :

- Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*)
- Solidité des existants
- Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant
- Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 1er groupe (*)
- Sécurité des personnes dans les constructions- type N (*)
- Sécurité des personnes dans les constructions - type R (*)
- Sécurité des personnes dans les constructions - type S (*)
- Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*)

Signification des sigles utilisés pour les avis :

AF	AVIS FAVORABLE sur les points examinés et émis par référence aux éléments contenus dans les documents dont nous avons connaissance à ce stade de l'opération.
AS	AVIS SUSPENDU concernant des dispositions insuffisamment définies et pour lesquelles nous demandons des précisions. En l'absence de fournitures des documents ou renseignements demandés, ces avis devront être considérés comme défavorables, même en l'absence de nouvelle signification de notre part.
AD	AVIS DEFAVORABLE sur le point examiné en regard d'un référentiel connu ou reconnu.
SO	SANS OBJET - Le point examiné est sans objet pour l'opération considérée.
PM	POUR MEMOIRE
HM	HORS MISSION

Nota : Les avis formulés en phase conception ne préjugent pas des avis qui pourront être émis lors de la réalisation.

VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*)

Référentiels législatifs et réglementaires :

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG, marchés publics de Contrôle Technique.

Référentiel normatif :

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

Référentiel contractuel :

- Conditions générales d'intervention Filiance pour le contrôle technique d'une construction (version en vigueur à ce jour).

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	HYPOTHESES GENERALES	AF	Eurocodes relatifs aux structures projetés mentionnés au CCTP §I.2.
	CONTEXTE GEOTECHNIQUE	AF	étude G2PRO fournie avec essais de reconnaissance des fondations existantes mitoyennes et calcul de la capacité portante des fondations existantes.
	TERRASSEMENTS	SO	
	SOUTENEMENTS DEFINITIFS	SO	
	VOIRIES	SO	
	RESEAUX EXTERIEURS AU BATIMENT	SO	
	AMELIORATION-RENFORCEMENT DE SOL	SO	
	DALLAGES	AS	Si le dallage n'est pas réalisé conformément au DTU 13.3 (aucune précision à ce sujet au CCTP §II.6.1), celui-ci pourra présenter des désordres à long terme (fissures, piannotages) : à valider par le Maître d'Ouvrage.
	Principe constructif général		
	FONDATIONS	AS	La vérification des appuis existants présentant un chargement supplémentaire dans l'étude G2PRO tient compte de la présence de deux poteaux fondés à l'extrémité de la terrasse du restaurant : cette zone est représentée en console sur les plans PRO DCE. Les charges appliquées aux appuis concernés devront être vérifiées.
		AS	Préciser clairement au CCTP §II.3.2 que les fondations existantes pouvant être réutilisées seront celles présentant une diminution de charge effective suite à la modification des structures métalliques.
	GESTION DES EAUX SOUTERRAINES	SO	
	SUPERSTRUCTURE / INFRASTRUCTURE EN BETON ET MACONNERIE	SO	
	PONTS ET PASSERELLES	SO	
	CONSTRUCTION EN BOIS	SO	
	CHARPENTE METALLIQUE ou MIXTE		
	Principe constructif général et stabilité	AS	Le contreventement vertical longitudinal de l'ensemble de la structure métallique devra être justifié (aucun dispositif ne semble prévu à cet effet sur les plans PRO DCE du BET Structures).

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Dispositions particulières Dispositions constructives particulières - Soudures de chantier		Des soudures de charpente sont prévues sur chantier. Des contrôles non destructifs sont à prévoir dans le descriptif de travaux, conformément à la norme NF EN 1090-2 et son complément national relative à l'exécution des structures en acier, afin de s'assurer de la qualité des soudures. "Des soudures de charpente sont prévues sur site. Prévoir que les pièces écrites fassent référence à des soudeurs agréés ""chantier"" pour les positions requises."
	INTERFACES STRUCTURALES		
	Dispositions constructives générales	AF	
	Dispositions particulières	AS	Si les pieds de poteaux métalliques se retrouvent sous le dallage, une protection contre la corrosion de ces éléments, de leurs ancrages et de leurs chevilles de fixation devra être prévue et adaptée (inox ou galvanisation à chaud par exemple : non décrit au CCTP §II.4.2.3 pour les ancrages et les chevilles).
	COUVERTURE / ZINGUERIE	SO	
	TOITURE TERRASSE ETANCHEE	SO	
	FACADES ET PIGNONS	SO	
	MENUISERIE - FAÇADE VITRÉE - VITRAGE	SO	
	OUVRAGES EN TERRE CRUE	SO	
	OUVRAGES EN PAILLE	SO	
	OUVRAGES PORTEURS EN PAILLE	SO	
	OUVRAGES EN BETON DE CHANVRE	SO	
	GARDE-CORPS	AS	Préciser au CCTP §II.4.9 que les fixations des garde-corps devront être en acier inoxydable.
	ETANCHEITE DE PLANCHERS INTERMEDIAIRES	SO	
	EQUIPEMENT DE GENIE CLIMATIQUE ET INSTALLATIONS DE FLUIDES / LEVAGE	SO	

VIII.2 - Solidité des existants

Référentiels législatifs et réglementaires :

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG Marchés Publics de Contrôle Technique.

Référentiel normatif :

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

Référentiel contractuel :

- Conditions générales d'intervention Filiance pour le contrôle technique d'une construction (version en vigueur à ce jour).

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Renseignements sur les existants - Nature des existants (présence de sous-sol, hauteur, structure porteuse, ...) - Plans de récolement Analyse critique de l'étude géotechnique Ouvrages de structure Façades Clos - couvert (compatibilité avec les ouvrages rapportés)	AF SO SO SO SO	

VIII.3 - Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant

o Code de la construction et de l'habitation - articles L161-1 à L164-3, R164-1 à R164-5

Modifiés par

o Décret n°2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le Code de la construction et de l'habitation.

o Décret n°2007-1327 du 11 septembre 2007 relatif à la sécurité et à l'accessibilité des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur, modifiant le Code de la construction et de l'habitation et portant diverses dispositions relatives au code de l'urbanisme,

o Décret n° 2009-500 du 30 avril 2009 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public et des bâtiments à usage d'habitation,

o Arrêt du conseil d'état n°295382 et n°298315 du 21 juillet 2009.

o Décret n°2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du Code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public

o Décret n° 2017-431 du 28 mars 2017 relatif au registre public d'accessibilité et modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public

o Décret n° 2017-456 du 29 mars 2017 relatif au patrimoine mondial, aux monuments historiques et aux sites patrimoniaux remarquables

o Arrêté du 8 décembre 2014 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R164-1 à R164-3 du Code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n°2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public.

o Arrêté du 28 avril 2017 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des logements destinés à l'occupation temporaire ou saisonnière dont la gestion et l'entretien sont organisés et assurés de façon permanente, des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant, des installations existantes ouvertes au public ainsi que des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction

o Arrêté du 27 février 2019 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction, des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement, des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public

Commentaire général :

Certaines règles sont essentiellement d'ordre qualitatif et ne font pas l'objet de référentiel technique commun précis. Les avis portés à leur sujet sont donc à considérer comme présomptions de respect ou non-respect, établis selon la propre appréciation des dispositions constatées et ne préjugant pas d'interprétations contraires. La responsabilité de la société Bureau Alpes Contrôles sur ces points ne pourra donc pas être engagée.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Code de la construction et de l'habitation Livre I, Titre VI, Chapitre IV - Etablissements recevant du public existants	PM	
R164-1-I	Domaine d'application du présent chapitre	PM	Applicable aux ERP existants ou créés dans un cadre bâti existant et aux installations ouvertes au public existantes
R164-1-II & III	Dispositions applicables ou solutions équivalentes	PM	Arrêté du 08/12/14 modifié –voir articles ci-dessous
R164-2-I	Travaux de modification ou d'extension dans ERP existants ou créés dans cadre bâti existant et IOP existantes : - a) à l'intérieur de volume ou surfaces existantes - b) construction de surfaces ou de volumes nouveaux à l'intérieur d'un cadre bâti existant	SO SO	Maintien à minima des conditions d'accessibilité existantes Voir R164-1et arrêté du 08/12/14 modifié ci-dessous
R-164-2-II	Obligations pour les ERP existants ou créés dans cadre bâti existant, autres que ceux de 5ème catégorie : Obligation de mise en accessibilité selon R111-19-7 III Travaux d'accessibilité en cours à la date de parution de l'arrêté du 08/12/14 (JO du 13/12/14) Modifications ou renouvellement d'équipements	PM PM	Arrêté du 08/12/14 modifié Application des articles 2 à 19 de l'arrêté du 01/08/06 avec possibilités de modalités particulières d'application selon les articles 3 à 11 de l'arrêté du 21 mars 2007 Arrêté du 08/12/14 modifié
R-164-2-III	Obligations pour les ERP existants ou créés dans un cadre bâti de 5ème catégorie et IOP existantes Obligation de fournir l'ensemble des prestations en vue desquelles l'établissement ou l'installation est conçu Modifications dans des parties de bâtiments accessibles Modifications dans des parties non accessibles aux usagers fauteuils roulants (UFR)	SO PM	Application Arrêté du 08/12/14 modifié Application Arrêté du 08/12/14 modifié Application Arrêté du 08/12/14 modifié limité aux autres handicaps
R-164-2-IV	Application particulière : Réseaux souterrains de transports ferroviaires et de transports guidés	PM	Concerne le Maître d'ouvrage
R-164-3-I	Dérogation en cas de : impossibilité technique contraintes liées au patrimoine architectural disproportion manifeste Coût ou nature des travaux Rupture chaîne du déplacement refus des copropriétaires	SO	Seuils financiers définis par arrêté à paraître
R-164-3-II	Etablissement remplissant une mission de service public : mesure de substitution obligatoire	SO	
R-164-3-III	Modalités de dépôt et justifications à produire	HM	Selon arrêté à paraître
Art. R164-4	I- Conditions techniques d'application des articles R164-1 à R164-3 définies par arrêté II- Caractéristiques spécifiques pour certains établissements (Enceintes sportives ; Etablissements avec prestation visuelle ou sonore)	PM PM	Voir Arrêté du 08/12/14 modifié Arrêtés non parus
Art. R164-5	Règles particulières à certains établissements (Etablissements pénitentiaires ; militaires ; Centres de rétention administrative et locaux de garde à vue ; Chapiteaux tentes et structures gonflables ou non ; Etablissements flottants)	PM	Etablissements pénitentiaires : Arrêté du 29/12/2016 Autres établissements : Arrêté non paru
Art. 1	Arrête du 08/12/2014 modifié fixant les dispositions prises pour l'application des articles R164-1 à R164-4 du Code de la construction et de l'habitation. Les dispositions architecturales et les aménagements propres à assurer l'accessibilité des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes, avec ou sans travaux, satisfont aux obligations définies aux articles 2 à 19 Des solutions d'effet équivalent peuvent être mises en oeuvre Conditions de dépôt et d'obtention d'une solution d'effet équivalent Dispositions des articles 5 à 19 concernant : - les espaces de manoeuvre avec possibilité de demi-tour - les espace de manoeuvre de porte - les espace d'usage des équipements - la distance minimale entre la poignée de porte et l'angle rentrant Ne s'appliquent pas dans les étages et niveaux non accessibles aux fauteuils roulants	PM PM SO	A la charge du MOA

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 2	<p>Dispositions relatives aux cheminements extérieurs</p> <p>I. - Usages attendus</p> <ul style="list-style-type: none"> - cheminement usuel accessible depuis l'accès au terrain à une entrée principale de tout bâtiment - entrée dissociée en cas d'impossibilité avec signalisation et ouverture pour tous (aux heures d'ouverture public) - place PMR à proximité de l'entrée si le cheminement depuis l'accès au terrain n'est pas possible <p>II. - Caractéristiques minimales</p> <p>1° Repérage et guidage</p> <ul style="list-style-type: none"> - signalisation adaptée dès l'entrée du terrain et là où un choix d'itinéraire est donné - revêtement du cheminement présentant un contraste visuel et tactile pour le cheminement ou mise en place d'un repère continu tactile et visuellement contrasté Si usage de bandes de guidages Conformées à l'annexe 6 (nervures en relief, largeur suffisante, contraste visuel, non glissante, non déformable, sans gêne pour PMR) ou application de la norme NF P 98-352 :2015 <p>2° Caractéristiques dimensionnelles :</p> <p>a) Profil en long</p> <p>Pente $\leq 6\%$ (exceptionnellement jusqu'à 10% sur une longueur de 2m et jusqu'à 12% sur une longueur de 0,50m)</p> <p>Palier de repos (1,20 m x 1,40 m) en haut et en bas de chaque plan incliné et tous les 10 mètres si pente $\geq 5\%$</p> <p>Ressaut maxi de 2cm (porté à 4cm sous condition) Ressauts interdits en haut et bas de plan incliné</p> <p>Distance minimale entre deux ressauts successifs de 2,50m</p> <p>Pente comportant plusieurs ressauts successifs interdit</p> <p>Un plan incliné ne présente par de ressaut, ni en haut, ni en bas (sauf seuil et pas de porte)</p> <p>b) Profil en travers</p> <p>Largeur minimale 1,20m</p> <p>Rétrécissement ponctuel entre 0,90m et 1,20m</p> <p>Dévers $\leq 3\%$</p> <p>c) Espaces de manoeuvre et d'usage pour les personnes circulant en fauteuil roulant</p> <p>Espace de manoeuvre avec possibilité de demi-tour ($\varnothing=1,50m$) là où un choix de cheminement est donné ainsi que devant les portes d'entrée desservies par cheminement accessible comportant un système de contrôle d'accès</p> <p>Espace de manoeuvre de porte de part et d'autre de chaque porte ou portillon (longueur de 1,70m en poussant et de 2,20m en tirant) à l'exception des portes automatiques coulissantes fonctionnant sur détection de présence et de ceux ouvrant uniquement sur un escalier et des portes des sanitaires, douches et cabines non adaptés</p> <p>Espace d'usage (0,80m x 1,30m) devant chaque équipement électrique</p> <p>Espace d'usage (0,80m x 1,30m) devant chaque équipement autre qu'électrique</p> <p>3° Sécurité d'usage</p> <p>Sol non meuble, non glissant, non réfléchissant et sans obstacle à la roue</p>	<p>HM</p> <p>HM</p> <p>HM</p> <p>AF</p> <p>SO</p> <p>SO</p> <p>SO</p> <p>SO</p> <p>SO</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>HM</p> <p>AF</p> <p>SO</p> <p>AF</p> <p>AF</p>	<p>Non concerné dans les cadre des présents travaux.</p> <p>Non concerné dans les cadre des présents travaux.</p> <p>Non concerné dans les cadre des présents travaux.</p> <p>paliers de l'escalier extérieur créé horizontaux.</p> <p>rétrécissement à 1,16 m entre deux poteaux métalliques support du palier haut RdC.</p> <p>pour le portillon sur le palier RdC du restaurant d'affaires.</p>

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Trous et fente de dimension inférieure à 2cm	AS	Préciser au CCTP §II.4.5 les dimensions des trous du caillebotis prévu en partie courante et sur les marches d'escalier (à prévoir inférieures à 2 cm).
		AS	Préciser au CCTP §II.5.2 l'espacement entre les lames bois de la terrasse du restaurant d'affaires (à prévoir inférieur à 2 cm).
	Cheminement libre de tout obstacle (passage libre de 2,20m, contraste visuel...).	AF	
	Lors de l'installation (ou de travaux sur les cheminements) d'éléments en porte-à-faux ou en saillie de plus de 15 cm :	SO	
	Mise en place de dispositif (arrondi sans arête vive) de détection à la canne blanche selon annexe 4		
	En cas de remplacement ou d'installation de poteaux ou bornes: respect du gabarit annexe 5	PM	Les poteaux métalliques support du palier haut RdC devront être conformes pour leur détection par des personnes à mobilité réduite (cf annexe 5 de l'Arrêté du 8 décembre 2014).
	Dispositif de protection à proximité d'une rupture de niveau de plus de 0,40m si distance inférieure à 0,90m du cheminement	AF	garde-corps prévus tout le long des cheminements créés.
	En cas de travaux sur cheminement accessible Dispositif de protection à proximité d'une rupture de niveau de plus de 0,25m si distance inférieure à 0,90m du cheminement	AF	garde-corps prévus tout le long des cheminements créés.
	Repérage des vides accessibles sous escaliers	AS	Le vide accessible sous la volée de l'escalier provenant du niveau R+1 devra être repéré visuellement et comporter un rappel tactile au sol : non décrit au CCTP.
	Repérage des parois vitrées	HM	existant non modifié dans le cadre des travaux.
	Escalier de 3 marches ou plus : respect de l'article 7-1 à l'exception de l'éclairage	AS	La hauteur et le giron des marches des escaliers créés devront être conformes pour l'accessibilité PMR : aucune dimension n'est donnée sur les plans DCE.
		AS	Les mains courantes des deux escaliers créés devront comporter un prolongement horizontal (d'une longueur d'un giron) démarrant au droit du nez de la première et dernière marche de chaque volée : non dessiné tel que sur les plans DCE.
		AS	Les nez de marche des deux escaliers créés devront être non-glissants : à préciser au CCTP §II.4.6.
	Escalier de moins de 3 marches : respect de la sécurité d'usage visée au 2° de l'article 7-1 à l'exception de l'éclairage	SO	
	En cas d'installation ou de mise en place du dispositif d'éveil de vigilance: conforme à l'annexe 7 ou norme NF P 98-351	HM	
	Signalisation au croisement d'un cheminement véhicule	HM	
	Eclairage du cheminement selon l'art. 14 (20 lux)	AS	Les niveaux d'éclairement des deux escaliers et des cheminements extérieurs créés devront être conformes pour l'accessibilité PMR (20 lux moyens à respecter) : non précisé au CCTP.
	Feux tricolores équipés de répéteurs de phase conformes à l'annexe 8 ou à la NF S 32-002	SO	
Art. 3	Dispositions relatives au stationnement automobile	HM	Non concerné dans les cadre des présents travaux.
Art.4	Dispositions relatives aux accès à l'établissement ou l'installation	HM	Non concerné dans les cadre des présents travaux.
Art. 5	Dispositions relatives à l'accueil du public	HM	Non concerné dans les cadre des présents travaux.
Art. 6	Dispositions relatives aux circulations intérieures horizontales	HM	Non concerné dans les cadre des présents travaux.
Art. 7	Dispositions relatives aux circulations intérieures verticales	HM	Non concerné dans les cadre des présents travaux.
Art.8	Dispositions relatives aux tapis roulants, escaliers mécaniques et plans inclinés	SO	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art.9	Dispositions relatives aux revêtements des sols, murs et plafonds des parties communes	SO	
Art.10	Dispositions relatives aux portes, portiques et sas	HM	Non concerné dans les cadre des présents travaux.
Art. 11	Dispositions relatives aux locaux ouverts au public, aux équipements et dispositifs de commande.		
	I. - Usage attendu		
	Présence d'au moins un équipement électrique adapté en cas d'équipements groupés.	SO	
	Présence d'au moins un équipement autre qu'électrique adapté en cas d'équipements groupés.	SO	
	II. - Caractéristiques minimales		
	1° Repérage		
	Equipements et mobilier repérables par éclairage particulier ou contraste visuel	AF	portillon sur terrasse extérieure du restaurant d'affaires.
	Commandes électriques repérables par contraste visuel ou tactile	SO	
	Commandes de réglage chauffage /ventilation accessibles au public repérables par contraste visuel ou tactile	SO	
	Autres commandes manuelles repérables par contraste visuel ou tactile	AF	
	2° Atteinte et usage des équipements		
	Atteinte et usage des équipements électriques	SO	
	Atteinte et usage des équipements de chauffage ventilation accessibles au public	SO	
	Atteinte et usage des autres équipements manuels		
	Présence d'un espace d'usage (0,80m x 1,30m)	AF	
	Utilisation en position debout comme assis	AS	Préciser au CCTP §II.4.10 la hauteur du dispositif d'ouverture du portillon sur la terrasse extérieure du restaurant d'affaires.
	Hauteur entre 0,90m et 1,30m pour les commandes manuelles et 40 cm obstacle	AS	Préciser au CCTP §II.4.10 la hauteur du dispositif d'ouverture du portillon sur la terrasse extérieure du restaurant d'affaires.
	Hauteur entre 0,90m et 1,30m pour équipement nécessitant de voir, lire, entendre, parler	SO	
	Hauteur 0,80 cm maxi avec vide de 30cm de profondeur X 60 cm de large et 70 cm de hauteur pour équipement nécessitant de lire, écrire , utiliser un clavier	SO	
	Signalisation et information conforme à l'annexe 3	SO	
	Information visuelle doublant toute information sonore lorsqu'il existe un ou plusieurs points d'affichage instantané	SO	
	Boucle induction portative pour ERP 1ère et 2ème catégorie si plus de 3 salles de réunion sonorisées accueillant chacune plus de 50 personnes	HM	
Art. 12	Dispositions relatives aux sanitaires	HM	Non concerné dans les cadre des présents travaux.
Art. 13	Dispositions relatives aux sorties	HM	Non concerné dans les cadre des présents travaux.

VIII.4 - Classement et référentiel

Présentation de l'établissement :

Remplacement de l'escalier B08 desservant les niveaux restauration et bibliothèque à l'INSA Toulouse.

Les travaux comprennent :

- la dépose et la démolition de la passerelle existante et des escaliers existants,
- les fondations pour recevoir la nouvelle structure (charpente métallique avec poutres, pannes et poteaux),
- un solivage en bois massif support de lames de terrasse en bois,
- la pose de caillebotis,
- la réalisation de deux escaliers métalliques (compris marquage PMR),
- la pose de garde-corps en périphérie des passerelles et des escaliers créés.

Description sommaire des installations :

- Installations électriques : non détaillée dans le CCTP
- Eclairage de sécurité de type BAES ou sur source : non détaillé dans le CCTP
- Equipement d'alarme / SSI : sans objet.
- Moyens d'extinction fixes : sans objet.
- Ventilation : sans objet.
- Chauffage : sans objet.
- Stockage combustible : sans objet.
- Désenfumage : sans objet.
- Cuisson : sans objet.
- Ascenseur : sans objet.

Date d'application du référentiel réglementaire : 01/04/2025

Classement :

Détermination des effectifs théoriques du public : D'après le PV de visite de commission de sécurité en date du 16/02/2014 (réf. 2024/01362/MLC/CM) : effectif total 1309, dont 1233 effectif public et 76 effectif personnel.

Effectif du public :	1233 personnes
Effectif du personnel :	76 personnes
Effectif public + personnel :	1309 personnes

2ème catégorie de type N,R,S

PV de commission de sécurité justifiant le classement :

PV d'étude de commission de sécurité à nous transmettre.

Réglementation applicable :

- Code de la Construction et de l'Habitation - Article L143-2 ; R143-1 à R143-47.
- Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public
- Arrêté du 21/06/1982 portant approbation des dispositions particulières applicables au type N
- Arrêté du 13/01/2004 portant approbation des dispositions particulières applicables au type R
- Arrêté du 12/06/1995 portant approbation des dispositions particulières applicables au type S
- Instructions techniques et arrêtés pris en application du Règlement de sécurité contre l'incendie.

Prescriptions particulières demandées par la commission de sécurité :

PV d'étude de commission de sécurité à nous transmettre.

Autres prescriptions particulières :

PV d'étude de commission de sécurité à nous transmettre.

VIII.5 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 1er groupe (*)

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Livre Premier Dispositions Applicables à Tous les Etablissements Recevant du Public		Arrêté du 25/06/1980 modifié par l'arrêté du 28/06/2024 et précédents
	Section I - Classement des Etablissements		
GN 1	Classement des établissements.	AS	Nous transmettre le PV d'étude de la commission de sécurité sur la présente opération.
GN 2	Classement des groupements d'établissements ou des établissements en plusieurs bâtiments voisins non isolés entre eux.	SO	
GN 3	Classement des groupements d'établissements et des établissements en plusieurs bâtiments isolés entre eux.	SO	
	Section II - Adaptation des Règles de Sécurité et Cas Particuliers d'application du Règlement		
GN 4	Procédure d'adaptation des règles de sécurité.	SO	établissement classé en ERP type N 2ème catégorie avec activités secondaires R et S d'après le PV de visite de commission de sécurité en date du 16/02/2014 (réf. 2024/01362/MLC/CM) A respecter par l'exploitant.
GN 5	Etablissement comportant des locaux de types différents.	AF	
GN 6	Utilisations exceptionnelles des locaux.	HM	
GN 7	Etablissements situés dans les immeubles de grande hauteur.	SO	
GN 8	Principes fondamentaux de conception et d'exploitation d'un établissement pour tenir compte des difficultés rencontrés lors de l'évacuation.	HM	
GN 9	Aménagement d'un établissement nouveau dans des locaux ou bâtiments existants.	SO	
GN 10	Application du règlement aux établissements existants.	AF	
	Section III - Contrôle des Etablissements		
GN 11	Notification des décisions.	PM	
GN 12	Justification des classements de comportement au feu des matériaux et éléments de construction.	PM	
	Section IV - Travaux		
GN 13	Travaux dangereux.	HM	A respecter par l'exploitant.
	Section V - Normalisation		
GN 14	Conformité aux normes - Essais de laboratoires.		
GN 14	Matériels des dispositions générales, désenfumage, moyens de secours hors SSI		
GN 14	Matériels du SSI	HM	Non concerné par les présents travaux.
GN 14	Matériels électriques	PM	Voir articles EL et EC
GN 14	Matériels de chauffage, ventilation, gaz, cuisson	HM	Non concerné par les présents travaux.
GN 14	Ascenseurs, escaliers mécaniques et trottoirs roulants.	SO	
	Section VI - Structures provisoires et démontables		
GN 15	Règlementation applicable aux structures provisoires et démontables	SO	
	Livre II		
	Dispositions Applicables aux Etablissements des Quatre premières Catégories		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Titre Premier Dispositions Générales		
	Chapitre Premier - Généralités		
GE 1	Objet.	PM	
	Section I - Contrôle des Etablissements		
GE 2	Dossier de sécurité.	HM	A la charge du Maître d'Ouvrage.
GE 3	Visite de réception.	HM	A la charge de l'exploitant.
GE 4	Visites périodiques.	HM	A la charge de la commission de sécurité.
GE 5	Avis relatif au contrôle de la sécurité.	HM	A la charge de l'exploitant.
	Section II - Vérifications Techniques		
GE 6	Généralités.	PM	
	Sous-section 1 – Vérifications techniques assurées par des organismes agréés par le ministre de l'intérieur		
GE 7	Conditions d'applications.	PM	Vérifications effectuées conformément à GE8 par la société Bureau Alpes Contrôles.
GE 8	Types de vérifications.	PM	Attestations d'autocontrôles à nous fournir en fin d'exécution.
GE 9	Rapports de vérifications.	PM	Etablis selon GE9 et remis après vérifications.
	Sous-section 2 – Vérifications techniques pouvant être assurées par des techniciens compétents		
GE 10	Obligations des techniciens compétents lors des vérifications.	PM	
	Chapitre II - Construction		
CO 1 - CO 5	Section I - Conception et Desserte des Bâtiments	HM	Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport.
CO 6 - CO 10	Section II - Isolement par Rapport aux Tiers	HM	Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport.
CO 11 - CO 15	Section III - Résistance au Feu des Structures	HM	Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport.
CO 16 - CO 18	Section IV - Couvertures	HM	Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport.
CO 19 - CO 22	Section V - Façades	HM	Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport.
CO 23 - CO 26	Section VI - Distribution Intérieure et Compartimentage	HM	Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport.
CO 27 - CO 29	Section VII - Locaux non accessibles au public, Locaux à Risques Particuliers	HM	Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport.
CO 30 - CO 33	Section VIII - Conduits et Gaines	HM	Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport.
	Section IX - Dégagements		
	Sous-section 1 - Dispositions générales		
CO 34	Terminologie.	PM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
CO 35	Conception des dégagements.	AS	La largeur de passage entre deux poteaux métalliques support du palier haut RdC est inférieure à 2UP (1,16 m mentionné sur les plans DCE) : non conforme pour l'évacuation des personnes.
CO 36	Unité de passage, largeur de passage.	AS	
CO 37	Saillies et dépôts.	PM	
CO 38	Calcul des dégagements.	AS	
CO 39	Calcul des dégagements des locaux recevant du public installés en sous-sol.	SO	La largeur de passage (4UP) de l'escalier d'accès au niveau d'évacuation est inférieure à la somme des largeurs de passage des trois issues de secours qui débouchent dans cet escalier (1 escalier de 2 UP venant du R+1 et 2 portes de 2UP chacune au RdC) : à justifier.
CO 40	Enfouissement maximal.	SO	
CO 41	Dégagements accessoires et supplémentaires.	SO	
CO 42	Balises des dégagements.	PM	
	Sous-section 2 - Sorties		
CO 43	Répartition des sorties, distances maximales à parcourir.	AF	
CO 44	Caractéristiques des blocs-portes.	HM	Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport.
CO 45	Manoeuvre des portes.	HM	Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport.
CO 46	Portes des sorties de secours.	HM	Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport.
CO 47	Portes à fermeture automatique.	HM	Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport.
CO 48	Portes de types spéciaux.	HM	Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport.
	Sous-section 3 - Escaliers		
CO 49	Répartition des escaliers et distances maximales à parcourir.	HM	Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport.
CO 50	Conception des escaliers.	AF	
CO 51	Sécurité d'utilisation des escaliers.	AS	Les marches successives des escaliers créés devront se recouvrir de 5 cm : à prévoir.
CO 52	Protection des escaliers et des ascenseurs.	HM	
CO 53	Escaliers et ascenseurs enclônnés.	SO	
CO 54	Escaliers et ascenseurs à l'air libre.	HM	
CO 55	Escaliers droits.	AS	Étant donné sa largeur supérieure à 4UP (2,40 m), l'escalier d'accès au niveau d'évacuation devra être recoupé dans sa largeur par une main courante intermédiaire le séparant en nombres entiers d'unités de passage.
CO 56	Escaliers tournants.	SO	
CO 57 - CO 60	Sous-section 4 – Espaces d'attente sécurisés	HM	Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport.
	Section X - Tribunes		
CO 61	Tribunes fixes par destination ou télescopiques	SO	
AM 1 - AM 20	Chapitre III - Aménagements intérieurs, décoration et mobilier	HM	Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport.
DF 1 - DF 10	Chapitre IV - Désenfumage	HM	Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport.
CH 1 - CH 58	Chapitre V - Chauffage, ventilation, réfrigération, climatisation, conditionnement d'air et installation d'eau chaude sanitaire	HM	Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
GZ 1 - GZ 30	Chapitre VI - Installations aux gaz combustibles et aux hydrocarbures liquéfiés	HM	Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport.
	Chapitre VII - Installations électriques		
	Section I - Généralités		
EL 1	Objectifs.	PM	
EL 2	Documents à fournir.	AS	<u>Installation électrique:</u> en l'absence de CCTP et de plans d'implantations nos avis sont reportés à la phase d'exécution.
EL 3	Définitions.	PM	
EL 4	Règles générales.	AS	<u>Installation électrique:</u> en l'absence de CCTP et de plans d'implantations nos avis sont reportés à la phase d'exécution.
EL 4§1	Conformité au code du travail et aux normes applicables		
EL 4§2	Cheminement des canalisations étrangères à l'établissement		
EL 4§3	Séparation des circuits desservant les locaux et dégagements public et non public		
EL 4§4	Conditions de poursuite de l'exploitation en cas de défaillance de la source normale		
EL 4§5	Tension de service des équipements dans les locaux et dégagements accessibles au public		
EL 4§6	Installations électriques des locaux à risques particuliers d'incendie		
	Section II – Règles d'Installation		
EL 5	Locaux de service électrique.	HM	Disposition existante non modifiée dans le cadre des travaux.
EL 6	Matériels à haute tension ou contenant des diélectriques susceptibles d'émettre des vapeurs inflammables ou toxiques.	HM	Si existant, non modifié dans le cadre des travaux.
EL 7	Implantation des groupes électrogènes.	HM	Si existant, non modifié dans le cadre des travaux.
EL 8	Batteries d'accumulateurs et matériels associés (chargeurs, onduleurs).	HM	Si existant, non modifié dans le cadre des travaux.
EL 9	Tableaux "normaux".	AS	<u>Installation électrique:</u> en l'absence de CCTP et de plans d'implantations nos avis sont reportés à la phase d'exécution.
EL 10	Canalisations des installations "normal-remplacement".	AS	<u>Installation électrique:</u> en l'absence de CCTP et de plans d'implantations nos avis sont reportés à la phase d'exécution.
EL 10§1	Distribution des installations par des canalisations fixes.		
EL 10§2	Câbles et conducteurs de la catégorie C2.		
EL 10§3	Conformité aux normes des systèmes de conduits, chemins de câbles et goulottes.		
EL 10§4	Obturation des traversées de parois par les canalisations électriques.		
EL 10§5	Matériaux constitutifs du coffrage des canalisations électriques.		
EL 10§6	Cheminement des canalisations d'alimentation de l'établissement		
EL 11	Appareillages et appareils d'utilisation.	AS	<u>Installation électrique:</u> en l'absence de CCTP et de plans d'implantations nos avis sont reportés à la phase d'exécution.
	Section III – Installation de Sécurité	PM	Installation électrique: en l'absence de CCTP et de plans d'implantations nos avis sont reportés à la phase d'exécution.
	Section IV – Maintenance, Exploitation et Vérification		
EL 18	Maintenance, exploitation.	HM	A la charge de l'exploitant.
EL 19	Vérifications techniques.	PM	Société Bureau Alpes Contrôles pendant la construction. A respecter en exploitation.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
EL 20 - EL 23	Section V - Installations Temporaires	HM	
	Chapitre VIII - Eclairage		
	Section I - Généralité		
EC 1	Objectifs.	PM	
EC 2	Règles générales.	PM	
EC 3	Définitions des différents éclairages.	PM	
EC 4	Documents à fournir.	HM	Disposition existante non modifiée dans le cadre des travaux.
EC 5	Appareils d'éclairage.	AS	Un éclairage "normal" de l'escalier devra être assuré et les luminaires fixes devront être conformes aux normes de la série NF EN 60598 les concernant.
	Section II - Eclairage Normal		
EC 6	Règles de conception et d'installation.	AS	Un éclairage "normal" de l'escalier devra être assuré et les luminaires fixes devront être conformes aux normes de la série NF EN 60598 les concernant.
	Section III - Eclairage de Sécurité		
EC 7	Conception générale.	PM	
EC 8	Fonctions de l'éclairage de sécurité.	PM	
EC 9	Eclairage d'évacuation.	AF	Il est prévu la fourniture et pose de blocs de secours permettant de baliser jusqu'au bas de l'escalier principal.
EC 10	Eclairage d'ambiance ou d'anti-panique.	HM	Disposition existante non modifiée dans le cadre des travaux.
EC 11	Conception de l'éclairage de sécurité à source centralisée constituée d'une batterie d'accumulateurs.	PM	Installation électrique: en l'absence de CCTP et de plans d'implantations nos avis sont reportés à la phase d'exécution.
EC 12	Conception de l'éclairage de sécurité par blocs autonomes.	PM	Installation électrique: en l'absence de CCTP et de plans d'implantations nos avis sont reportés à la phase d'exécution.
EC 13	Maintenance et entretien.	HM	A la charge de l'exploitant
EC 14	Exploitation.	HM	A la charge de l'exploitant
EC 15	Vérifications.	PM	Société Bureau Alpes Contrôles pendant la construction. A respecter en exploitation.
AS 1 - AS 11	Chapitre IX - Ascenseurs, Escaliers mécaniques et trottoirs roulants	HM	Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport.
GC 1 - GC 22	Chapitre X - Installation d'appareils de cuisson destinés à la restauration	HM	Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport.
MS 1 - MS 75	Chapitre XI - Moyens de secours contre l'incendie	HM	Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport.

VIII.6 - Sécurité des personnes dans les constructions- type N (*)

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Chapitre III - Etablissements du Type N (Restaurants et débits de boissons)		Arrêté du 21/06/1982 modifié par arrêté du 07/02/2022 et précédents
	Section I - Généralités		
N1	Etablissements assujettis	AS	Nous transmettre le PV d'étude de la commission de sécurité sur la présente opération. établissement classé en ERP type N 2ème catégorie avec activités secondaires R et S d'après le PV de visite de commission de sécurité en date du 16/02/2014 (réf. 2024/01362/MLC/CM)
		AF	
		PM	
N2	Calcul de l'effectif	PM	
N3 - N5	Section II - Construction	HM	Non concerné par les présents travaux.
	Section III - Dégagements		
N6	Dégagements accessoires	SO	
N7	Circulations secondaires	SO	
N8	Vestiaires	SO	
N9N9	Section IV - Désenfumage	HM	Non concerné par les présents travaux.
	Section V - Chauffage		
N10	Domaine d'application		
N11N11	Section VI - Installations Spécifiques	HM	Non concerné par les présents travaux.
	Section VII - Eclairage		
N12	Utilisation de bougies	PM	
N13	Eclairage de sécurité	PM	voir Articles EC7 à EC15.
N14 - N15	Section VIII - Appareils de Cuisson et de remise en température	HM	Non concerné par les présents travaux.
N16 - N20	Section IX - Moyens de Secours et Consignes	HM	Non concerné par les présents travaux.

VIII.7 - Sécurité des personnes dans les constructions - type R (*)

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Chapitre VI - Etablissements du Type R (Etablissements d'enseignement, colonies de vacances)		Arrêté du 04/06/1982 modifié par arrêté du 11/12/2009 et précédents.
	Section I - Généralités		
R1	Etablissements assujettis	AS	Nous transmettre le PV d'étude de la commission de sécurité sur la présente opération.
R2	Détermination de l'effectif	PM	Cf « Classement et référentiel »
R3	Conditions particulières d'exploitation	HM	A respecter par l'exploitant.
R4	Parc de stationnement couvert	SO	
R5	Utilisation de produits et de matériels dangereux	HM	
R6 - R12§3	Section II - Construction	HM	Non concerné par les présents travaux.
	Section III - Dégagements		
R13	Largeur des dégagements	SO	
R14	Dégagements des écoles maternelles, crèches, haltes-garderies et jardins d'enfants	SO	
R15	Escaliers	HM	Dispositions existantes inchangées suite aux travaux : la protection de l'escalier n'est pas modifiée (en particulier degré CF des baies vitrées latérales aux escaliers et cheminements longeant la façade non justifié).
R16	Portes	HM	Non concerné par les présents travaux.
R17	Portes des sorties de secours		Article abrogé.
R18R18	Section IV - Aménagements	HM	Non concerné par les présents travaux.
R19 - R19§5	Section V -Désenfumage	HM	Non concerné par les présents travaux.
R20 - R23	Section VI - Chauffage, Ventilation	HM	Non concerné par les présents travaux.
	Section VII - Installations Electriques		
R24	Appareillage des écoles maternelles	SO	Article abrogé.
R25	Coupure d'urgence	HM	Non concerné par les présents travaux.
	Section VIII - Eclairage		
R26	Eclairage normal	SO	Article abrogé.
R27	Eclairage de sécurité	PM	Voir articles EC7 à EC15.
R28 - R29	Section IX - Cuisines	HM	Non concerné par les présents travaux.
R30 - R33	Section X - Moyens de Secours	HM	Non concerné par les présents travaux.

VIII.8 - Sécurité des personnes dans les constructions - type S (*)

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Livre II Dispositions Applicables aux Etablissements des Quatre Premières Catégories Titre II Dispositions particulières Chapitre VII - Arrêté du 12 juin 1995 Etablissements du Type S (Bibliothèques, Centres de Documentation et de Consultations d'Archives) Section I - Généralités		Arrêté du 12/06/1995 modifié par arrêté du 24/09/2009 et précédents
S 1	Etablissements assujettis.	AS	Nous transmettre le PV d'étude de la commission de sécurité sur la présente opération. Cf « Classement et référentiel »
S 2	Calcul de l'effectif.	PM	
S 3 - S 8	Section II - Construction	HM	Non concerné par les présents travaux.
S 9 - S 10	Section III - Désenfumage	HM	Non concerné par les présents travaux.
S 11 S 11	Section IV - Chauffage	HM	Non concerné par les présents travaux.
	Section V - Installations Electriques		
S 12	Conditions d'installation.	PM	Article abrogé
	Section VI - Eclairage		
S 13	Eclairage normal.	PM	Article abrogé
S 14	Eclairage de sécurité.	PM	Voir articles EC7 à EC15.
S 15 - S 19	Section VII - Moyens de Secours	HM	Non concerné par les présents travaux.

VIII.9 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*)

REGLEMENTATIONS AUTRES QUE L'ARRETE

DU 25 JUIN 1980

ET L'ARRETE DU 22 JUIN 1990

applicables aux établissements recevant du public

Le référentiel de contrôle est constitué par les dispositions techniques contractuellement applicables et figurant dans les textes énumérés ci-après :

- Normes NFP 01-012 et NFE 85-015 relatives aux garde-corps et éléments de protection ;
- Articles R.4216-1 à R.4216-20, 2° et 3° de l'article R.4216-21, R.4216-22 à R.4216-30 du code du travail, relatifs à la prévention des incendies et à l'évacuation des occupants ;
- Articles R.4215-1 à R.4215-17 du code du travail relatifs aux installations électriques ;
- Articles R.4214-15 à R.4214-16 du code du travail relatifs aux ascenseurs et ascenseurs de charge ; Décret n°2000-810 du 24 août 2000 relatif à la mise sur le marché des ascenseurs ;
- Articles R.4214-5 et R.4214-6 du code du travail relatifs aux ouvrants en élévation ou en toiture et aux parois transparentes ;
- Articles R.4214-7, R.4218-8, R.4224-9, R.4224-110, R.4224-11, R.4224-13 du code du travail et arrêté du 21/12/93, relatifs aux portes et portails ;
- Article R.4214-20 et R.4214-21 relatif aux quais de chargement ;
- Arrêté du 5 août 1992 pris pour l'application des articles R 4216-16 et R 4216-29 du code du travail et fixant des dispositions pour la prévention des incendies et le désenfumage de certains lieux de travail.
- Circulaire DRT n°95-07 du 14 avril 1995 ;
- Arrêté du 23/06/1978 relatif aux installations fixes de chauffage et d'alimentation en eau chaude sanitaire ;
- Arrêté du 21/03/1968 relatif au stockage et aux installations d'hydrocarbures liquides et arrêté du 01/07/2004 fixant les règles techniques applicables au stockage de produits pétroliers ;
- Arrêté du 23 février 2018 relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible des bâtiments d'habitation individuelle ou collective, y compris les parties communes
- Arrêté du 30/07/1979 relatif aux stockages d'hydrocarbures liquéfiés ;
- Arrêté du 22/10/1969 relatif aux conduits de fumée ;
- Articles R144-2 et R142-3 du Code de la construction et de l'habitation Art 2,3 et 6 de l'arrêté du 05/02/2013 relatifs à l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation (dont logements de fonction) ;
- Décrets des 02/04/1926, 18/01/1943 et 13/12/1999 relatifs aux appareils sous pression de gaz et vapeur.
- Dispositions constructives prescrites par la personne compétente en radioprotection dans le cadre du décret 2003-296 du 31 mars 2003 relatif à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants ;

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
CCH L134-12	Sécurité des occupants		
	Implantation et caractéristiques des garde-corps		
	Implantation		
	- Aux abords du bâtiment	SO	
	- En façade : allèges de baies, balcons, terrasses	SO	
	- Dans les cages d'escaliers , circulations, zones publiques	PM	voir Article NF P01-012.
	- Choix du mode de protection dans les lieux accessibles uniquement au personnel d'entretien, de maintenance, ou d'exploitation	HM	Le choix du mode de sécurisation vis à vis des risques de chutes des toitures, terrasses, équipements de process et autres emplacements techniques ne relève pas de la mission de contrôle technique.
NF P01-012 - 1988	Dimensions des garde-corps conformes à la NF P01-012	PM	La nouvelle norme NF P 01-012 relative aux garde-corps s'appliquera aux opérations dont le PC est déposé après le 1er juin 2025. Pour les opérations de PC antérieurs, l'ancienne version peut être appliquée : à valider par le Maître d'Ouvrage.
		AS	Nous alertons le Maître d'Ouvrage sur l'effet d'échelle que présentent les garde-corps tels que dessinés sur les plans PRO-DCE (à valider en exécution avec l'entreprise titulaire du lot).
	- Hauteur de protection normale		
	- Hauteur de protection réduite avec appui précaire		
	- Eléments permettant l'agenouillement		
	- Espacement entre éléments de remplissage		
NF P01-012-2024	Caractéristiques des éléments de protection	PM	Le champ visé est celui des chutes accidentelles dans le cadre d'un usage normal
	- Hauteur - épaisseur		
	- Risques d'appuis sur l'élément		
	- Risques de dénivelés		
	- Vides dans l'élément - risque de passage à travers		
	- Résistance des éléments aux charges	HM	Se référer à la mission L ou LP par ailleurs
P01-013	Résistance aux chocs de sécurité		
	Résistance conventionnelle ou vérifiée par essais	AS	La résistance mécanique des montants verticaux des garde-corps devra être vérifiée en exécution avec les plans de l'entreprise titulaire du lot (la section 50x10 mm prévue sur les plans DCE nous semble faible pour le type d'établissement concerné).
NF E85-015	Dimensions des garde-corps conformes à la NF E85-015	HM	Garde-corps et rampes situés sur les toitures ou dans les locaux, passages et emplacements techniques réservés au personnel d'exploitation ou d'entretien, lorsque ces ouvrages sont prévus.
Chapitre 4 - PPRN	Vitrerie-Miroiterie : caractéristiques de sécurité	SO	
	CODE DU TRAVAIL		Code du travail modifié par décret du 2011-1461 du 7 novembre 2011 et précédents.
	Livre II		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Titre I		
	Chapitre IV		
	SECURITE DES LIEUX DE TRAVAIL		
	Section I Caractéristiques des bâtiments		
R4214-5	Les ouvrants en élévation ou en toiture	SO	Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport.
R4214-6	Parois transparentes ou translucides	SO	
R4214-7	Dimensions et caractéristiques des portes et des portails - Application des articles R4224-9 à 13	HM	
R4224-9	Portes et portails en va-et-vient sont transparents ou possèdent des panneaux transparents	HM	
R4224-10	Protection contre les heurts pour parties vitrées	HM	
R4224-11	Système de sécurité sur portes et portails : coulissants les empêchant de sortir de leur rail et de tomber s'ouvrant vers le haut les empêchant de retomber	HM	
R4224-12	Contrôle régulier des portes et portails	HM	
R4224-13	Fonctionnement des portes et portails sans risque pour les travailleurs- application arrêté du 21/12/93	SO	
R4214-8	Dispositifs de sécurité des portes et des portails	SO	
R4214-9 - R4214-17	Section 2 Voies de circulation et accès	HM	
R4214-18 - R4214-21	Section 3 : Quais et rampes de déchargement	SO	
R4214-22 à 25	Section 4 : Aménagement des lieux et postes de travail	HM	
R4214-26 à 28	Section 5 : Accessibilité des lieux de travail aux travailleurs handicapés	HM	Voir mission spécifique
	Chapitre V		
	INSTALLATIONS ELECTRIQUES		Décret N° 2010-1017 du 30 août 2010
R4215-1	Conception/réalisation eu égard aux chocs électriques – contacts directs ou indirects – risques de brûlures – d'incendie ou d'explosion.	PM	
R4215-2	Dossier Technique	PM	Rappel des documents devant être intégrés au dossier technique de l'établissement : - plan des locaux à risques particuliers/BE2-BE3 plus particulièrement. - plan à l'échelle, de l'implantation des prises de terre et réseaux enterrés. - cahier des clauses techniques - schéma de principe (avec synoptique si nécessaire – carnet de câbles – notes de calculs) - éléments caractéristiques de l'appareillage.
R4215-3	Protection contre les risques de contacts directs et tensions de contacts dangereux.	AS	Installation électrique: en l'absence de CCTP et de plans d'implantations nos avis sont reportés à la phase d'exécution.
R4215-4	Protection contre les montées en potentiel des masses	AS	Installation électrique: en l'absence de CCTP et de plans d'implantations nos avis sont reportés à la phase d'exécution.
R4215-5	Elimination des risques liés à l'élévation normale de température des matériels électriques.	AS	Installation électrique: en l'absence de CCTP et de plans d'implantations nos avis sont reportés à la phase d'exécution.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4215-6	Protection surintensité des matériels électriques – Protection des matériels contenant un diélectrique liquide inflammable ou des transformateurs type sec.	AS	<u>Installation électrique:</u> en l'absence de CCTP et de plans d'implantations nos avis sont reportés à la phase d'exécution.
R4215-7	Dispositifs de sectionnement.	AS	<u>Installation électrique:</u> en l'absence de CCTP et de plans d'implantations nos avis sont reportés à la phase d'exécution.
R4215-8	Dispositif de coupure d'urgence (en cas de choc électrique, d'incendie, d'explosion)	AS	<u>Installation électrique:</u> en l'absence de CCTP et de plans d'implantations nos avis sont reportés à la phase d'exécution.
R4215-9	Mise en oeuvre des canalisations électriques.	AS	<u>Installation électrique:</u> en l'absence de CCTP et de plans d'implantations nos avis sont reportés à la phase d'exécution.
R4215-10	Identification appareillage et circuits (dont conducteurs)	AS	<u>Installation électrique:</u> en l'absence de CCTP et de plans d'implantations nos avis sont reportés à la phase d'exécution.
R4215-11	Adaptation des matériels à l'environnement et à la tension	AS	<u>Installation électrique:</u> en l'absence de CCTP et de plans d'implantations nos avis sont reportés à la phase d'exécution.
R4215-12	Conception/réalisation des installations dans les locaux ou emplacement à risques incendie ou d'explosion.	AS	<u>Installation électrique:</u> en l'absence de CCTP et de plans d'implantations nos avis sont reportés à la phase d'exécution.
R4215-13	Locaux ou emplacements de service électrique (production – conversion – distribution de l'électricité)	AS	<u>Installation électrique:</u> en l'absence de CCTP et de plans d'implantations nos avis sont reportés à la phase d'exécution.
R4215-14	Conformité des installations électriques aux normes homologuées.	AS	<u>Installation électrique:</u> en l'absence de CCTP et de plans d'implantations nos avis sont reportés à la phase d'exécution.
R4215-15	Installations électriques répondant aux normes mentionnées en R 4215-14 réputées répondre au présent décret.	AS	<u>Installation électrique:</u> en l'absence de CCTP et de plans d'implantations nos avis sont reportés à la phase d'exécution.
R4215-16	Conformité des matériels (de séparation, de protection surintensité et contre les chocs électriques) aux Normes Françaises homologuées ou aux spécifications techniques d'un Etat membre de l'UE ou de l'Espace Economique Européen.	AS	<u>Installation électrique:</u> en l'absence de CCTP et de plans d'implantations nos avis sont reportés à la phase d'exécution.
R4215-17	Installations d'éclairage de sécurité : conformité à l'arrêté du 14 décembre 2011 (suivant article R 4227-14)	AF	
CHAPITRE VI Risques d'incendies et d'explosions et evacuation			
Section 1 Dispositions générales			
R4216-1	Etablissements visés par la présente section	PM	
R4216-2	Dispositions générales : Evacuation, accès des secours, limitation propagation	PM	(Décret n°2011-1461 du 07/11/2011)
R4216-2.1	Espaces d'attente sécurisés ou espaces équivalents pour évacuation différée	HM	Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport.
R4216-2.2	Caractéristiques des espaces équivalents	HM	
R4216-2.3	Exemption des espaces d'attente sécurisés ou de locaux équivalents	HM	
R4216-3	Isolement des Tiers	HM	Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport.
R4216-4	Détermination de l'effectif	PM	
Section 2 Dégagements			
R4216-5	Largeur des dégagements.	PM	voir matrice SEI 1er groupe.
R4216-6	Application des articles R4227-4 à 14 à l'exception de R4227-5 et R4227-12		
R4227-4	Dispositions générales absence de cul de sac		
R4227-6	Manoeuvre des portes		
R4227-7	Portes coulissantes, à tambour et s'ouvrant vers le haut		
R4227-8	Ascenseurs, monte-charge, chemins et tapis roulants non comptabilisés dans les dégagements		
R4227-9	Conception escaliers		
R4227-10	Sécurité d'utilisation des escaliers		
R4227-11	Dissociation escaliers Etages / sous-sols	SO	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4227-13	Signalisation des issues		
R4227-14	Eclairage de sécurité		
R4216-7	Saillies et dépôts		
R4216-8	Nombre et largeur exigible des dégagements		
R4216-9	Dégagements des locaux situés en sous-sol.	SO	
R4216-10	Locaux situés à plus de 6 m en dessous du niveau moyen des seuils d'évacuation	SO	
R4216-11	Distances maximales des itinéraires de dégagements		
R4216-12	Dispositions relatives aux escaliers		
R4216-13 - R4216-16	Section 3 Désenfumage	HM	Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport.
R4216-17 - R4216-20	Section 4 Chauffage des Locaux	HM	Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport.
R4216-21-1 - R4216-23	Section 5 Stockage ou Manipulation de matières inflammables	HM	Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport.
R4216-24 - R4216-29	Section 6 - Bâtiments dont le plancher bas du dernier étage est situé à plus de 8 mètres du sol	SO	
R4216-30 - R4227-41	Section 7 - Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie	HM	Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport.
	Section 8 – Prévention des explosions		
R4216-31	Dispositions relatives à la prévention des explosions	HM	
	Section 9 – Dispenses de l'autorité administrative		
R4216-32	Modalités pour obtention de dispenses	PM	
R4216-33	Enquête de l'inspecteur du travail	PM	
R4216-34	Délai de réponse suite à recours	PM	
Art. 1 - Art.15	Arrêté du 5 Août 1992	SO	
Arrêté du 23/06/1978	Installations de Chauffage	HM	Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport.
Arrêté du 21/03/1968	Installations de Stockage d'Hydrocarbures Liquides	HM	Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Arrêté du 01/07/2004	Installations de Stockage Produits pétroliers	HM	Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport.
Arrêté du 30/07/1979	Installations de Stockage d'Hydrocarbures Liquéfiés	HM	Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport.
Arrêté du 23/02/2018	Installations de Gaz	HM	Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport.
Arrêté du 22/10/1969	Conduits de Fumée	HM	Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport.
Art 3 décret 2011-36 - R142-5	DETECTEURS DE FUMÉE DANS LES LIEUX D'HABITATION Décret 2011-36 du 10 janvier 2011 et , décret 2015-114 du 2 février 2015 et arrêté du 5 février 2013	SO	
D. 2-4-26 D.18-1-43 D.13-12- D. 2-4-26 D.18-1-43 D.13-12-	APPAREILS SOUS PRESSION DE GAZ ET DE VAPEUR	HM	
Décret n° 2003-296	DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES CONCERNANT LA PROTECTION CONTRE LES RAYONNEMENTS IONISANTS	HM	
ART. 1 - Art. 8 à Art. 10	PORTES ET PORTAILS AUTOMATIQUES ET SEMI-AUTOMATIQUES SUR LES LIEUX DE TRAVAIL	HM	Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport.